

Laura FAURE ♦ Chercheuse Fondation Travail-Université (FTU)

Être sans emploi, une épreuve pour la santé

Fin 2018, plusieurs témoignages sur les problèmes de santé et le mal-être chez les sans-emploi ont amené le groupe des *Travailleur.euse.s sans emploi* (TSE) de la CSC à s'emparer de la question. Aux constats de terrain a succédé une enquête réalisée par la FTU, qui s'est penchée sur la santé durant les périodes de non-emploi, et plus particulièrement sur l'influence du statut social de chômeur.euse dans l'évolution de sa santé.

Quand on s'intéresse aux liens entre santé et chômage¹, deux points de vue cohabitent : est-ce que c'est le chômage qui a un impact négatif sur la santé ou bien est-ce la mauvaise santé qui augmente le risque de se retrouver sans emploi² ? En partant de ces deux approches, cette contribution, basée sur les résultats d'une enquête menée auprès de 996 TSE en Wallonie et à Bruxelles, développe les différents liens entre chômage et santé. Si 50,3% des TSE indiquent se sentir globalement en bonne santé, il n'en reste pas moins qu'environ un.e répondant.e sur six (15,8%) estime être en mauvaise santé. Cette situation sera d'autant plus défavorable que les TSE sont âgé.e.s et/ou la durée du chômage plus importante. Cette proportion est plus conséquente que chez les travailleur.euse.s occupé.e.s (2,4% ont une santé plutôt mauvaise)³. 42,6% des TSE estiment par ailleurs que leur état de santé s'est plus ou moins détérioré depuis qu'il.elle.s sont sans emploi (pour 50,1%, il est resté stable et il s'est amélioré pour 7,3% d'entre eux.elles).

Le chômage nuit à la santé

Selon l'OMS⁴, notre santé dépend tant de notre bien-être physique, mental que social, et c'est en fait tout notre environnement social qui entre en jeu. Dès lors, nos habitudes de vie ou nos réseaux sociaux,

les accès aux ressources économiques et énergétiques, à la sécurité (sociale), à un logement décent, à l'éducation, aux soins de santé, etc. constituent autant de déterminants de l'état de santé au sein d'une société. En creux de ces déterminants, on entrevoit l'influence du statut socio-économique sur l'état de santé : plus l'accès à ces déterminants sera inégalitaire, plus les écarts en santé seront marqués dans la société⁵.

Dans le cadre d'une perte d'emploi, la baisse du revenu et sa limitation dans le temps agissent à la défaveur d'un accès aux normes de santé. À ce titre, les liens entre chômage et accessibilité financière aux soins de santé constituent un premier point d'attention, dans la mesure où 63,4% des TSE indiquent des difficultés à assumer le poids des soins de santé dans leur budget. Les proportions de renoncement fréquent⁶ de certains soins médicaux abondent en ce sens : 31,3% renoncent fréquemment à une consultation chez un médecin généraliste et 36,7% à l'achat de médicaments. Au niveau des soins spécialisés, la privation systématique pour les soins dentaires et les frais liés aux lunettes concernent respectivement 19,4% et 17,5% des TSE.

Les effets délétères du chômage se marquent aussi dans la vie quotidienne : environ 40% des TSE estiment que le chômage a eu un impact négatif sur leurs habitudes alimentaires, leur rythme de vie et leurs activités physiques et loisirs. Concernant ces deux derniers, leur coût apparaît comme principal frein⁷. Entre 15% et 25% des TSE estiment par ailleurs que le chômage a eu un effet négatif sur leur consommation d'alcool ou de tabac. Des études montrent toutefois que ces « comportements à risques » n'expliquent pas tout et que d'autres mécanismes propres à l'expérience du chômage ex-

posent les chômeur.euse.s à des facteurs de stress et d'anxiété. Ces problèmes participent à une détérioration du bien-être mental et social, mais peuvent également favoriser la survenue d'autres problèmes de santé, notamment cardiovasculaires⁸.

L'expérience d'un statut dévalorisé

Être en bonne santé ne dépend donc pas que de notre constitution biologique ou de nos comportements, mais aussi de notre place dans la société. En ce sens, l'expérience du chômage est aussi l'expérience d'un changement de statut social. À la perte du statut social de travailleur.euse et tout ce qu'il implique en termes de sentiment d'appartenance, de valorisation au sein de la société, de cadre et de sécurité financière s'ajoutent les effets de « *la manière dont une société dans son ensemble, perçoit les chômeurs, juge les raisons de leur privation d'emploi et évalue leurs efforts de réintégration professionnelle* »⁹.

Un ouvrage récent revient sur cette construction sociale du rapport au chômage, et plus particulièrement sur le « *chômeur suspect* »¹⁰. Indissociable des luttes pour le droit à l'allocation chômage, cette histoire est traversée par des discours usant de stéréotypes tantôt liés à la dangerosité, la fainéantise ou la complaisance dans l'assistanat pour qualifier les sans-emplois. À cela s'ajoute l'institutionnalisation progressive de « sous-catégories » de sans-emploi, conditionnant les droits et les devoirs de chacun.e en fonction de l'âge (allocation d'insertion) ou de la durée du chômage (dégressivité des allocations), par la mise en place de dispositifs tels que les contrats ALE, par les transferts vers l'aide sociale, etc. Cette individualisation croissante des parcours et de la problématique du chômage rend d'autant plus difficile une identification collective qu'elle participe à une vision tronquée de la réalité du non-emploi¹¹.

Si être sans emploi est assimilé à une identité sociale négative, perdre son emploi ou ne pas en trouver à la fin de sa formation peut se révéler une expérience éprouvante sur le plan de l'estime de soi et des relations sociales. Des questions

courantes comme « *Et toi, tu fais quoi dans la vie ?* » ou « *Ça avance cette recherche d'emploi ?* » sont autant de moments qui contraignent les sans-emploi à s'exposer sous cette identité négative. Loin de vouloir faire passer ces questions pour de la malveillance de la part de nos proches, il s'agit plutôt de mettre en avant le sentiment de gêne façonné par nos représentations du chômage qu'éprouvent une majorité de TSE et l'isolement progressif dont il.elle.s font les frais. Et de fait, pour les TSE interrogé.e.s, le sentiment de gêne est dominant dans les discussions autour de la recherche d'emploi avec l'entourage (37,3%), par rapport au réconfort (16%) ou à l'énervement (23,4%), et celui-ci sera d'autant plus marqué que la recherche d'emploi est longue.

Par ailleurs, 28,6% des TSE indiquent voir leurs ami.e.s moins souvent qu'avant et 11,4% ne plus les voir du tout. Ces proportions sont plus marquées chez les TSE âgé.e.s de 40 ans et plus, et les chômeur.euse.s de longue durée. Aux conséquences de la stigmatisation, on peut ajouter les effets négatifs du chômage sur les loisirs ou sur le sommeil, qui peuvent mettre les TSE en marge de leur entourage. Le fait que, au fil d'une carrière, une part plus importante de nos relations sociales est liée à notre emploi peut également expliquer cela.

Enfin, un quotidien marqué par une privation matérielle et des démarches de recherche d'emploi infructueuses peut favoriser le stress, l'anxiété ou les états dépressifs. Ces problèmes apparaissent assez nettement : 37,4% des TSE déclaraient avoir souffert d'un état dépressif ou d'une dépression au moment de l'enquête, 62% des TSE avoir des problèmes de sommeil plus marqués, 66% à se sentir constamment stressé.e.s ou tendu.e.s et, enfin, 31,2% à ne pas du tout se sentir optimiste quant à l'avenir.

Être en mauvaise santé augmente le risque d'être sans emploi

Derrière l'état de santé des TSE se cachent différents maux : douleurs musculaires (43,5%), migraines (30,9%)

ou encore fatigue chronique (17,5%). Précisons qu'il s'agit de problèmes de santé plutôt présents au sein de la population belge âgée de 15 ans et plus en général¹² et qu'il est possible que les TSE en souffraient déjà de plus longue date. Ces douleurs sont plutôt « invisibles » au quotidien et on ne peut dire à quel point elles ont eu une influence sur la perte d'emploi. Par contre, on peut se demander dans quelle mesure l'impératif du retour à l'emploi influence la reconnaissance et la prise en compte de ces douleurs chez les chômeur.euse.s ? Une enquête de terrain menée en France dans le cadre des contrats-aidés liés au RMI¹³ pointe en fait « *le rôle du travail dans la détérioration de la santé au chômage* »¹⁴ et, en particulier, « *certains processus d'invisibilisation des atteintes à la santé d'origine professionnelle, que celles-ci soient antérieures à la rupture d'emploi ou générées et ravivées dans l'occupation d'emplois aidés* »¹⁵. En d'autres termes, la mise en œuvre de ces contrats a du

à leur insertion sur le marché du travail « traditionnel ».

Dans notre enquête, 23,4% des TSE indiquaient s'être vu proposer un emploi qui ne correspondait pas à leur état de santé, de même que 27,2% d'entre eux. elles avaient déjà postulé à des emplois qui ne correspondaient pas à leur état de santé. Aussi, chez les TSE âgé.e.s d'au moins 40 ans, l'enquête montrait que les répondant.e.s ayant été au chômage plus de deux ans au cours de leur carrière étaient proportionnellement plus nombreux.euse.s à voir leur santé aujourd'hui détériorée que ceux et celles ayant été sans emploi moins de deux ans sur l'ensemble de leur carrière. Bien que nécessitant d'être approfondis, ces chiffres posent la question du cumul des situations défavorables en termes de santé, entre l'appartenance à une catégorie d'âge pour laquelle le retour à l'emploi est souvent rendu plus complexe par l'usure du travail et la mauvaise perception des travailleur.euse.s âgé.e.s dans la



mal à intégrer les expériences professionnelles antérieures et leurs effets sur la santé, avec le risque de proposer des emplois instables et/ou inadaptés sur le plan de la pénibilité physique. Déjà en mauvaise santé, les bénéficiaires avaient toutefois tendance à accepter ces emplois pour préserver leur accès aux allocations et poursuivre leurs démarches de reconnaissance d'un statut d'incapacité ou d'invalidité. Ces logiques étaient d'autant plus présentes que les travailleur.euse.s étaient âgé.e.s et donc résigné.e.s

société, les allers-retours entre emploi et chômage qui se multiplient au cours de la carrière et les risques de détérioration de la santé liés au statut professionnel et accentués pendant la période de chômage.

Pistes

Au final, c'est peut-être en envisageant la santé tout au long d'une carrière professionnelle qu'on comprend mieux pourquoi et comment celle-ci peut se détériorer. À l'instar de ce qui existe

pour les travailleur.euse.s, les TSE de la CSC revendiquent la création d'une médecine préventive pour les sans-emploi. Ce type de mesure permet d'assurer une continuité dans l'accès à la santé peu importe le statut professionnel et donc d'effacer quelque peu les stigmates de l'identité de chômeur.euse portés au quotidien. Car ce n'est pas tant le fait de ne pas travailler en soi qui pose problème, mais bien la signification sociale du chômage qui est en jeu¹⁶.

5. Herman VAN OYEN et al., *Les inégalités sociales de santé en Belgique*, Gent, Academia Press, 2010 (Société et avenir).
6. Il s'agit donc de renoncer totalement ou de devoir reporter à plus tard des frais médicaux.
7. Les autres raisons évoquées étaient le manque de motivation, le manque de temps, les problèmes de santé ou le fait de privilégier d'autres membres de la famille.
8. Pierre MENETON et al., *op. cit.* p.145.
9. Ginette HERMAN et Georges LIÉNARD, « Travail, chômage, stigmatisation », *La Revue Nouvelle*, janvier 2009, p.45.
10. Florence LORIAUX, *Le chômeur suspect, histoire d'une stigmatisation*, Bruxelles, CARHOP-CRISP, 2015.
11. Isabelle RAYNAUD, « La problématique de l'identité appliquée à la catégorie des chômeurs », *Revue d'histoire des chemins de fer*, n°36-37 (2007), pp.206-219.
12. Johan VAN DER HEYDEN et Rana CHARAFED-DINE, *Enquête de santé 2018 : maladies et affections chroniques*, Bruxelles, 2019 (Sciensano).
13. Nathalie FRIGUL, « Les effets dissimulés du travail sur la santé de populations au chômage : le cas des contrats aidés dans le dispositif du RMI », *Politix*, 2010-3, n°91 : *Santé et travail*, pp.133-156.
14. *Ibid.*, p.137.
15. *Ibidem*.
16. Pierre MENETON et al., *op. cit.*

1. L'enquête visait toute personne sans emploi, qu'elle perçoive ou non une allocation de chômage. Nous utilisons le terme de « chômage » à seule fin de rendre la lecture plus fluide, mais le champ considéré est plus large.
2. Pierre MENETON et al., « Le chômage : un problème de santé publique majeur », *La Revue de l'Ires*, 2017-1, n°91-92, pp.141-154.
3. EU-SILC, *Self-perceived health by sex, age and labour status*, Eurostat, 2018.
4. Organisation Mondiale de la Santé, *Documents Fondamentaux*, 48^e éd., WHO, 2015.



Laura FAURE, *La santé des travailleurs sans emploi. Enquête auprès des travailleurs sans emploi*, Chaire Travail-Université-UCL/FTU, décembre 2019 (en ligne en version PDF)

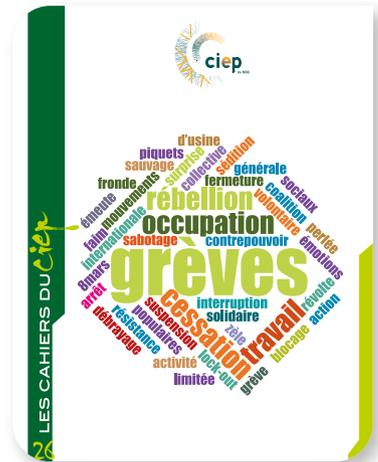
https://cdn.uclouvain.be/groups/cms-editors-cirtes/documents/patricia-vendramin/La%20sante%CC%81%20des%20travailleurs%20sans%20emploi_LF.pdf

Stéphanie BAUDOT ♦ Rédactrice en chef de *Démocratie*

Les grèves et luttes sociales : passé, présent et avenir

Grèves ouvrières, grèves politiques ou grèves des femmes... Grèves passées et avenir de la grève... Entre remise en cause et rétablissement de légitimité, déclin et renaissance, constance et réalité protéiforme, renforcement des solidarités d'une part et rejet de l'autre, les grèves interrogent le monde autant qu'elles racontent l'histoire. En consacrant son dernier numéro aux *Grèves et luttes sociales : enjeux et actualités ici et ailleurs*, les Cahiers du CIEP défrichent un vaste champ dont les origines remontent à des temps très anciens en nous fournissant des clefs de compréhension sur ce que sont les grèves, leur sens et utilité dans une société qui cherche constamment ses équilibres de classes, de races, de genres... Face à une actualité sociale et politique qui laisse entrevoir les signes d'un essoufflement de la conflictualité sociale et de son efficacité, on saisit toute

la pertinence d'ouvrir la réflexion sur ce sujet aux contours *a priori* insaisissables. Et au-delà de nos premières considérations qui pourraient nous laisser penser à une mort annoncée de cet outil de l'action collective, nous (ré)apprenons ses potentialités passées et présentes pour rétablir des situations jugées injustes et insatisfaisantes, nous y explorons la force des mobilisations et de la solidarité qui anime des groupes humains pour la défense des droits, intérêts ou convictions des travailleur.euse.s, nous y découvrons comment les acteur.rice.s sociaux.ales d'aujourd'hui se réinventent et réinventent l'action pour construire de nouvelles visions du monde, du travail et des rapports humains qui améliorent (ou empêchent la dégradation) de leurs conditions de vie et leur cadre environnemental, social et professionnel. Car tant que le monde sera construit sur des



rapports humains inégaux, la grève aura sa raison d'être.



Grèves et luttes sociales : enjeux et actualités, ici et ailleurs, (sous dir. de) France

HUART, Bruxelles, CIEP, 2019 (Cahiers du CIEP, n°26).

La version papier est disponible au CIEP communautaire Chaussée de Haecht 579 à 1031 Bruxelles Tél. : 02/246.38.43 Mail : communautaire@ciep.be Ou en version PDF gratuite sur notre site : <http://ciep.be/images/publications/CahierCIEP/CahierCIEP26-grèves.pdf>



qui brisent la société. Comment l'extrême droite capitalise-t-elle sur cette considérable souffrance sociale ? Quelles stratégies déploient aujourd'hui ces partis pour conquérir les esprits et le pouvoir ? Et quelles seront celles du MOC pour se saisir avec les populations de l'ambition d'un projet démocratique, égalitaire, écologique et solidaire renouvelé ? ●

Programme : http://moc-site.be/images/stories/2020/Semaine_Sociale_2020/invit_mail-SS2020-17-02-00000002.pdf
Inscription : <http://moc-site.be/index.php/actions/semaine-sociale/648-semaine-sociale-2020-obscurites-lumieres-extreme-droite-democratie-mouvement-social>
Info : Tél.: 02/246 38 43
Mail : lysiane.mettens@ciep.be

Le succès électoral grandissant des populismes simplificateurs et de l'extrême droite, singulièrement, témoigne d'une crise profonde de la démocratie. Se nourrissant des fractures sociales multiples creusées par les politiques néolibé-

rales, l'extrême droite part à la conquête du pouvoir, au nom d'un mythe Peuple, uni et uniforme. Pour résister et reconstruire un projet collectif qui concerne le plus grand nombre, il faut repartir de cette multiplicité de fractures



Ettaoufik FATHI ♦ Directeur financier & responsable des projets Europe-MOC & services

Myself&Europe : Europe, inclusion et citoyenneté active

L'ambition du traité de Maastricht (1992) était de transformer l'Europe pour l'amener d'une Europe des États vers une Europe des citoyen.ne.s, de ne pas se contenter de réaliser le marché commun mais d'ajouter une vocation politique au projet européen. En mettant l'accent sur la participation citoyenne¹, sur un rapprochement entre les institutions et les citoyen.ne.s, mais aussi à travers l'institution de droits communs, l'Europe souhaitait développer la conscience d'un destin commun et rapprocher ainsi les individus. Vingt ans après Maastricht et soixante ans après le Traité de Rome, il est plus que jamais crucial de parler d'unité dans la diversité et de redonner vie au sentiment d'appartenance européenne, surtout auprès des jeunes. Aujourd'hui, le chômage, la montée des extrémismes, le rejet de l'autre, l'enjeu des transitions

durables... sont autant d'enjeux et de défis auxquels l'Europe fait et fera encore face. La prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent de tout bord (politique, religieux etc.) devient également un objectif important des priorités de l'Union européenne (UE). Cette menace s'accroît dans le contexte de pauvreté et d'exclusion sociale et cible tout particulièrement les jeunes de milieux divers, sans perspective d'avenir, facilement influençables. L'Europe doit être préparée sur tous ses fronts pour faire face à ces nouvelles réalités. Le décrochage scolaire par exemple résulte d'un désavantage social et, en même temps, perpétue le risque d'exclusion sociale et, peut-être, de radicalisation ainsi que d'extrémisme. La Commission « *tout en reconnaissant le rôle clé que jouent les enseignants, les chefs d'établissement et le reste du personnel éducatif, (demande à) veiller à ce que toutes les parties prenantes concer-*

nées soient associées à ces mesures et à ces activités afin d'aider les personnes présentant un risque d'abandon scolaire, y compris celles qui ont déjà abandonné le système scolaire »². Pour faire face à ces enjeux, il est crucial de continuer à donner aux enseignant.e.s, formateur.rice.s et conseiller.ère.s de l'enseignement, de l'insertion et de la formation d'adultes, notamment le secteur de l'Éducation permanente, les moyens d'acquérir de nouvelles méthodes, approches et compétences en matière de TIC et d'éducation à la citoyenneté active.

Un projet de promotion de la citoyenneté européenne à destination de jeunes défavorisés

Dans ce contexte, le projet *Myself&Europe. Outils de promotion d'une citoyenneté européenne active pour les jeunes défavorisés is-*

*sus de milieux divers*³ a été conçu dans le cadre du programme européen Erasmus+. Le projet porté par le CIEP, en collaboration avec des partenaires français, italiens, portugais, espagnols et lettons, vise à répondre aux priorités horizontales et sectorielles européennes d'« *inclusion sociale* », de « *renforcement des compétences clés de l'enseignement et la formation professionnelle (EFP)* » et de « *présentation d'approches systématiques pour le développement des professionnels de l'EFP* ». *Myself&Europe* a développé un kit de formation dont un référentiel de compétences, un manuel théorique et une boîte à outils avec exercices pratiques - qui s'adresse tant aux formateur.rice.s qu'aux stagiaires. L'objectif est de favoriser le développement des compétences sociales, civiques et interculturelles et, en même temps, de renforcer l'éducation aux médias et la pensée critique, en bref, promouvoir une citoyen-

temps, de renforcer l'éducation aux médias et la pensée critique. En résumé, promouvoir une citoyenneté européenne active chez les jeunes défavorisés, d'origines diverses.

Ce travail comprend plusieurs phases :

- Une sensibilisation à la fois à la citoyenneté européenne et aux compétences sociales et civiques à travers des contenus et des supports pédagogiques ;
- La garantie du potentiel de transfert vers d'autres pays de l'UE de ces outils tout en mettant en évidence les spécificités nationales du consortium de projet à partir de faits et chiffres et de graphiques ;
- La sélection des matériaux existants et la conception de matériaux spécifiques répondant aux besoins et aux motivations des jeunes, visant à améliorer la qualité de la formation, les

du conseil, ont collaboré pendant 26 mois, de novembre 2017 à décembre 2019, afin de développer un dispositif de formation et d'échanges pouvant être utilisé partout en Europe par des organismes travaillant avec ces publics dans le cadre du développement des compétences civiques, numériques et sociales.

Pour ce faire, les partenaires ont créé **cinq unités de formation** autour de ces préoccupations :

Unité 1 - Fondations et structure européenne ;

Unité 2 - Démocratie et citoyenneté ;

Unité 3 - Emploi et droits sociaux ;

Unité 4 - Interculturalité/
Multiculturalisme ;

Unité 5 - Les défis du XXI^e siècle.

Le dispositif de formation a pris la forme d'un manuel reprenant les matrices de compétences par unité, des contenus pédagogiques ainsi que des conseils à destination des formateur.rice.s. Ensuite, une boîte à outils a été produite proposant des exercices et méthodes par unité, soit des outils pratiques et prêts à l'usage. L'ensemble des outils avaient été testés en grande nature avec des jeunes, des adultes et des formateur.rice.s dans des situations d'apprentissage variées (écoles secondaires, hautes écoles, associations d'éducation permanente). Au total, 448 jeunes et formateur.rice.s, répartis sur les six pays européens partenaires, ont testé et évalué le dispositif de formation *Myself&Europe*. En outre, un guide d'exploitation à destination des formateur.rice.s a été finalisé pour permettre la prise en mains du dispositif.



neté européenne active pour les jeunes défavorisés issus de milieux divers. Dans la mesure où la citoyenneté européenne est un objectif politique qui se construit dans des relations sociales et interculturelles. Le projet *Myself&Europe* vise à promouvoir une citoyenneté active favorisant une meilleure compréhension, et par conséquent une meilleure adhésion des jeunes au « projet Europe ». L'objectif est donc de favoriser le développement des compétences sociales, civiques et interculturelles des jeunes et, dans le même

acquis pédagogiques et, enfin, à éviter l'abandon scolaire ;

- La sélection et l'échange de méthodes pédagogiques innovantes et de matériaux, en utilisant de nouvelles approches.

Un dispositif pédagogique, un manuel de formation et des outils

Les six organisations partenaires, œuvrant dans le domaine de la formation, de l'animation, de l'orientation et

Info : Tous les outils peuvent être téléchargés : www.myselfandurope.eu

1. Le traité de Maastricht a introduit pour la première fois la notion de « *citoyenneté européenne* », qui par ailleurs est conditionnée par la citoyenneté nationale (voir l'article 9 du Traité sur l'UE et l'article 20 du Traité sur le fonctionnement de l'UE).
2. *Recommandation du Conseil n° 2011/C 191/01 du 28 juin 2011 concernant les politiques de réduction de l'abandon scolaire.*
3. Les résultats sont disponibles : www.myselfandurope.eu

Courir avec WSM pour les jeunes de la rue au Guatemala

Vous avez envie de vous joindre à l'équipe sportive et solidaire de WSM pour l'édition 2020 des 20 km de Bruxelles, le 31 mai 2020 ? Vous comptez vous dépasser pour les jeunes de la rue de Guatemala City ? Vous avez des ami.e.s, de la famille ou des collègues intéressé.e.s ? Invitez-les !

En 2020, l'équipe sportive de WSM pour les 20 km de Bruxelles soutiendra le MOJOCA (Mouvement des jeunes de la rue), au Guatemala. Les rues et les ponts de Guatemala City abritent des milliers d'enfants et de jeunes des rues. Avec vos parrainages, notre partenaire le MOJOCA offre un abri, une aide psychologique, des soins médicaux et une éducation aux jeunes en difficulté.

Pour toutes ces raisons, nous vous demandons de rassembler au moins la somme de 25 euros de parrainages pour votre participation !

Vous êtes vraiment motivé.e.s, votre entourage est sensible à la solidarité internationale, vos collègues ou votre famille vous soutiennent dans vos défis... Si vous récoltez 150 euros minimum, en contrepartie, l'année prochaine, vous ne paierez pas vos frais de participation.

Nous nous occupons de tout pour vous

Le jour J, vous serez concentré.e.s pour réaliser votre meilleure prestation sportive, et nous nous occuperons de vous chouchouter : nous vous accueillerons



et préparerons votre dossard. Pendant la course, vos effets personnels seront à l'abri dans notre dépôt sécurisé. Sur le parcours, nous serons là pour vous encourager et, après l'effort, une bonne douche bien méritée vous attendra ainsi qu'un délicieux sandwich. Pour info, vous recevrez également un tee-shirt clean pour la course. ●

Infos et inscription : WSM Marie Raida
Tél.: 02 246 38 80
www.wsm.be/actu/20km.html

Amélie ROUCLoux, ♦ Historienne au CARHOP et formatrice à l'ISCO

Dans les coulisses d'une formation en histoire à l'ISCO

Le CARHOP a récemment publié le dixième numéro de *Dynamiques. Histoire sociale en revue* autour du thème « Éducation permanente et Histoire. Un retour d'expériences ». Dans ce dernier, le défi du comité de rédaction était d'« expliciter » la démarche d'Éducation permanente du CARHOP, si souvent souterraine, en plongeant les lecteur.ice.s dans les coulisses d'une formation pour adultes. Le cadre est celui de la formation en histoire de la troisième année ISCO-CNE. Ce numéro propose une approche originale où les récits des étudiant.e.s côtoient, via la publication de leurs travaux, le récit de la formatrice du CARHOP, qui amène alors exceptionnellement le « je » de l'historien.

ne dans la narration. Car animer une formation n'est jamais neutre. En histoire pas moins qu'ailleurs. Si cette discipline est, dans l'ensemble, parvenue à se débarrasser de l'image de vieux grimoire qui lui colle à la peau, elle n'est pas sans susciter toute une série d'appréhensions. Pour beaucoup, l'histoire, c'est scolaire : des séries de dates et un évaluateur de capital culturel. Or, l'histoire peut proposer d'autres choses. Plutôt que d'énumérer des grands événements nationaux, les historien.ne.s peuvent rentrer en résistance en développant une approche de la discipline qui permette aux individus de s'émanciper, d'abord, par la découverte de dynamiques historiques spécifiques, puis par l'appropriation d'outils et

de méthodes de recherche. Les citoyen.ne.s sont alors mieux armé.e.s pour partir à la rencontre d'un sujet historique, en utilisant des outils pour le décortiquer et se l'approprier, de manière à servir de tremplin pour l'action citoyenne sous toutes ses formes.

Une formation dans son espace-temps

Pour retracer un processus, il faut le situer. Car l'espace et le temps où nous nous trouvons influencent forcément nos actions.

Une thématique transversale est choisie pour la troisième année à l'ISCO-CNE. Il s'agit de la démocratie. En début de formation, un rapide tour d'horizon de l'histoire de l'obtention du droit de vote en Belgique

est effectué et permet, aux étudiant.e.s délégué.e.s syndicaux.ales de la CNE, de découvrir les enjeux qui accompagnent l'élargissement du corps électoral. La dynamique démocratique est montrée comme un mécanisme en perpétuel mouvement, dont les rouages sont animés par des besoins de représentativité qui s'expriment dans une constante recherche d'équilibre. Cette approche est ensuite complétée par la question de la participation.

En Belgique, toute une série d'espaces intermédiaires entre les citoyen.ne.s et les institutions représentatives donnent des opportunités de participation démocratique. En raison de leur histoire particulière, une part importante de ces corps intermédiaires se structure au sein de piliers idéologiques et philosophiques spécifiques. Chacun contribue à faire entendre les voix de groupes de citoyen.ne.s dans le système démocratique belge.

Cette approche historique de la démocratie est également à mettre en résonance avec le lieu de la formation. Créé en 1962 par le Centre d'information et d'éducation permanente (CIEP) du MOC, l'ISCO permet d'obtenir un graduat en sciences sociales du travail, cosigné par les Facultés Notre-Dame de la Paix à Namur et la Fondation Travail-Université (FTU). En 2000, le projet évolue et la collaboration entre le CIEP, la CNE et la Formation Éducation Culture (FEC) de la CSC est renforcée autour de l'ISCO, pour former une nouvelle génération de militant.e.s en améliorant leurs capacités de compréhension, d'organisation et d'action collective. Le projet s'inscrit toujours dans une dynamique d'Éducation permanente, suivant une volonté à la fois formatrice et émancipatrice. En 2008, suite à l'harmonisation de l'enseignement supérieur (Réforme de Bologne), l'ISCO doit à nouveau évoluer. Afin de maintenir le processus de diplomation, l'ISCO se tourne vers la promotion sociale et propose alors aux étudiant.e.s un *Brevet d'Enseignement supérieur (BES) d'animateur.rice en action collective, politique, culturelle et sociale*.

Confrontations à la pratique

Pour confronter la théorie à la pratique, je tente une expérience au centre d'archives

du Centre d'Animation et de Recherche en Histoire Ouvrière et Populaire (CARHOP) à Braine-le-Comte. Pendant une journée de formation, je propose aux étudiant.e.s du groupe XIV de se plonger au cœur d'un sujet historique et de se positionner par rapport à lui. Ensuite, je les invite à découvrir certains aspects méthodologiques de la recherche en histoire. Pour trouver des mouvements d'expression populaire qui ont donné naissance à des archives variées, je me tourne vers mes collègues historien.



Reportage &

ne.s et archivistes du CARHOP. Nous en identifions cinq. Le lundi 11 mars 2019, les étudiant.e.s visitent le CARHOP.

Comme son nom ne l'indique pas, le CARHOP est aussi un centre d'archives privées. À ce titre, il conserve et valorise des archives de l'histoire sociale belge. Longues de trois kilomètres, ces archives proviennent du Mouvement Ouvrier Chrétien et de ses organisations constitutives, ainsi que de militant.e.s et d'associations. Des sources textuelles y côtoient de l'iconographie, des interviews, des sources audio-visuelles, etc. Comme d'autres centres d'archives privées, le CARHOP n'a pas pour

vocation d'être le Panthéon des archives et est constamment confronté aux défis de la valorisation. De fait, l'archive y est envisagée comme un matériau de réflexion et d'analyse, permettant de comprendre d'où l'on vient, de nuancer notre présent, et d'envisager des pistes d'actions pour le futur. L'ambition des centres privés est de mettre les archives à disposition du public pour œuvrer à la construction de l'histoire sociale et alimenter le débat démocratique. Au CARHOP, plusieurs pistes sont exploitées. Des documents iconographiques et quelques fonds sont numérisés, des interviews de travailleur.euse.s sont réalisées et valorisées.

Lors de la journée de formation, les étudiant.e.s examinent une variété d'archives : des diapositives montrent la portée patrimoniale du Familistère de Guise, des articles donnent le ton des émeutes de 1886, des discours laissent à voir les enjeux de la création de l'ISCO, des affiches expriment l'enthousiasme des travailleuses du Balai libéré, et des périodiques rendent compte de l'atmosphère politique dans le Schaerbeek du bourgmestre Nols. Les étudiant.e.s sont ainsi directement confronté.e.s aux traces d'un événement passé. Il.elle.s découvrent que les militant.e.s, acteur.rice.s de leur environnement politique, social et culturel, participent à l'histoire de la société et sont donc également producteur.rice.s d'archives.

Les archives créent un espace de discussion et de réflexion entre les étudiant.e.s, en les plaçant au cœur d'un sujet historique et en les invitant à s'exprimer par rapport à lui. Puis, j'accompagne les étudiant.e.s dans une première structuration de leur travail. Ensemble, nous cherchons à situer l'événement dans un contexte socio-politique. Enfin, nous esquissons une première ligne du temps du sujet. L'objectif de cette phase de co-construction est de donner la possibilité aux étudiant.e.s de fonctionner en relative autonomie par la suite. Plus tard, il.elle.s le présentent oralement, ce qui leur permet de discuter collectivement des enjeux du sujet.

De mon côté, je me confronte aussi à la pratique. Une dimension subjective et partielle plus ou moins marquée teinte l'ensemble des travaux. Si je reste convaincue

de l'intérêt de la démarche pédagogique, elle se heurte néanmoins aux réalités du terrain. Car, pour des personnes qui ne sont pas versées dans les pratiques du métier d'historien.ne, il faut plus de temps que les heures de la formation pour se familiariser avec toutes ses nécessités méthodologiques et éviter de projeter des enjeux actuels sur des dynamiques du passé.

Au final, les étudiant.e.s ont produit un travail qui leur a permis de s'exprimer sur un sujet historique. Cette démarche rencontre une préoccupation démocratique, à savoir donner la parole aux travailleur.euse.s pour soutenir un processus de participation et de co-construction de savoirs. Dans le même temps, elle renforce, via le travail de recherche en histoire, l'esprit de nuance et de structuration du propos.

Histoire(s) ?

Le documentaire de #Datagueule « *Démocratie(s) ?* », diffusé auprès des étudiant.e.s pour ouvrir un espace de réflexion sur le sujet, interroge les différentes manières de faire démocratie. Ce questionnement est également valable pour l'histoire. Les historien.ne.s n'utilisent pas les mêmes méthodes et ne suivent pas les mêmes finalités en fonction du champ où il.elle.s se situent. À l'école, l'histoire est utilisée comme un outil permettant aux futur.e.s électeur.rice.s d'identifier les évolutions de leur société. À l'université, les chercheur.euse.s questionnent lesdites évolutions, leurs contradictions et leurs continuités, et les différentes manières dont les individus y prennent place. En Éducation permanente, un travail connecté aux producteur.rice.s du récit historique est mené afin qu'il.elle.s puissent se l'approprier et le transmettre. L'histoire y sert de base à la réflexion et à l'action.

Complémentaires, ces multiples approches cherchent à expliciter la complexité du présent en y amenant la nuance du passé. Ces méthodes prennent ainsi place dans des enjeux démocratiques fondamentaux. La variété des récits historiques produits par ces collectifs permet d'éclairer sous des jours nouveaux les enjeux du monde contemporain. Elle permet également aux individus de se positionner au terme d'un processus d'analyse critique. En

ce sens, les historien.ne.s sont les gardes-fous contre une récupération politique de l'histoire qui chercherait à pousser des groupes d'individus dans une direction ou une autre.

À l'ISCO, le CARHOP et les étudiant.e.s interrogent le passé par rapport aux enjeux et aux questionnements du temps présent. Le récit historique s'y développe entre continuités et ruptures. En abordant l'histoire du mouvement ouvrier belge, les étudiant.e.s découvrent qu'il.elle.s vivent encore aujourd'hui, mais sous d'autres formes, certains vécus des travailleur.euse.s d'autrefois.

Dans ce numéro de *Dynamiques. Histoire sociale en revue*, les étudiant.e.s du Groupe XIV de l'ISCO-CNE proposent des récits connectés à leurs enjeux contemporains de délégué.e syndical.e. S'ils offrent un regard subjectif et partiel sur les sujets étudiés, ces récits permettent de rendre compte de l'actualité des militant.e.s et d'identifier des points d'attention pour leurs actions à venir. ●

Pour aller plus loin, voir le numéro 10 de la revue *Dynamiques. Histoire sociale en revue* (en ligne) www.carhop.be/revuescarhop/

INTERBAGIC

**JOURNÉE DE RENCONTRE SUR
L'ESPACE PUBLIC**

28 AVRIL 2020 | 9H00-17H00 |
FWB, 44 BOULEVARD LÉOPOLD II, 1080

BAGiC

Viva for life, qu'est-ce qu'on fait, chef ?

Viva for life sur la Grand-Place de Tournai, une belle occasion pour le CIEP Wapi de mener des actions critiques sur deux thématiques : **la lutte contre la pauvreté et l'occupation de l'espace public**. Au rayon « lutte contre la pauvreté », le CIEP Wapi, en tant que membre du Collectif de lutte contre la pauvreté à Tournai, a participé à l'organisation d'une conférence/débat « *Le miracle n'aura pas lieu* » avec notamment Christine Mahy du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté. L'objectif de cette soirée fut de poser un regard critique sur la question de la pauvreté et de réfléchir à des solutions plus structurelles pour lutter efficacement contre la précarité. Dans la foulée, avec un groupe de militant.e.s touché.e.s par ou témoins de la pauvreté, nous avons mené une action de sensibilisation à la protection sociale sur la Grand-Place de Tournai, auprès des passant.e.s. Sous forme d'un questionnaire, à l'ombre du célèbre cube de verre de la RTBF, nous avons testé les connaissances des citoyen.ne.s sur les mécanismes de protection sociale afin de susciter une réflexion sur le sujet.

Concernant l'espace public, avec nos partenaires du *Collectif Espace public « Nous sommes ici »*, nous avons mené une action d'interpellation au conseil communal de Tournai. Le père Noël et ses lutins ont supplié le Bourgmestre, ouvertement hostile à la mendicité sur la voie publique, de laisser tranquille les trois mendiants placés dans le cube de verre. Le Collectif en a profité pour distribuer aux élu.e.s sa gazette reprenant sa vision de la lutte contre la pauvreté et de l'inclusion sociale, également dans l'espace public.

Enfin, pour clôturer cette série d'actions, le MOC Wapi a diffusé par voie de presse sa position, ses réflexions, ses revendications en matière de lutte contre la pauvreté via un texte intitulé *Viva for life, et après ?*. Rendez-vous est donné l'année prochaine pour une nouvelle série d'actions à l'occasion de la seconde édition de *Viva for life* en terre tournaisienne. ●

Pour en savoir plus sur le *Collectif Espace public* : www.facebook.com/collectifespacepublic/?ref=bookmarks

Viva For Life, et après ?

Des centaines d'actions... des millions récoltés... des soirées festives avec des stars... des sourires... de la générosité... Réjouissons-nous : les Wallonnes et les Wallons picard.e.s, petit.e.s et grand.e.s, ont été **FORMIDABLES...**

Mais désolé de l'affirmer, désolé de nous décevoir : tout cela ne suffira pas ! La pauvreté est le résultat de politiques sociales et économiques et le résultat de processus d'exclusion organisés. La pauvreté est le résultat d'un système politique néolibéral qui entretient et multiplie les inégalités. Sans Sécurité sociale, on passerait en Belgique de 15.5% de personnes en situation de risque de pauvreté à 43,1%. Lutter contre la pauvreté, c'est d'abord s'assurer que les mécanismes de protection sociale fonctionnent bien.

Une pension digne et suffisante, des allocations de chômage dignes et suffisantes, des remboursements de soins de santé dignes et suffisants, des assurances accident du travail et maladies professionnelles efficaces, des allocations familiales décentes, un système de Sécurité sociale égalitaire entre les hommes et les femmes. Un système de Sécurité sociale qui revendique l'individualisation des droits. La Sécurité sociale reste le meilleur rempart contre la précarité et les inégalités. Et aujourd'hui, en Belgique, les partis de droite (le MR en tête) veulent dé-financer la Sécurité sociale. Difficile, voire révoltant, de voir certain.e.s responsables politiques se pavaner avec un chèque à la main sur les plateaux médiatiques alors que leur parti organise le démantèlement de pans entiers de la Sécurité sociale au profit parfois d'assurances privées. Les chiffres de l'Office National de Sécurité sociale montrent qu'on se trouve face à un problème de moyens. Les recettes de la Sécurité sociale sont volontairement réduites et, si on ne la refinance pas, il faudra s'attendre à de nouvelles coupes budgétaires dans les pensions, les soins de santé ou les allocations de chômage. Cela conduira à de la paupérisation et à de la casse sociale. Difficile, voire révoltant, de voir certains

sponsors se pavaner un chèque à la main sur les plateaux médiatiques alors qu'ils organisent des réductions d'emploi et la détérioration des conditions de travail...

Lutter contre la pauvreté, c'est donc aussi pour chaque citoyenne et chaque citoyen de Wallonie picarde résister et défendre une Sécurité sociale forte à laquelle chacun.e doit contribuer en fonction de ses revenus et recevoir en fonction de ses besoins.

Lutter contre la pauvreté ne doit pas être seulement une question de charité individuelle mais bien un combat collectif pour une société juste, égalitaire et solidaire. Cette magnifique générosité doit se conjuguer avec une action citoyenne collective pour défendre nos conquits sociaux.

Lutter contre la pauvreté, c'est lutter contre l'évasion fiscale (en Belgique, 28 milliards d'euros échappent chaque année à l'impôt) et taxer le capital. Lutter contre la pauvreté, c'est d'abord le choix d'une politique économique et sociale progressiste.

Désolé encore mais les bons sentiments ne suffiront pas. Ce n'est, en fait, pas aux citoyen.ne.s de pallier les manquements des politiques de l'État en faisant des dons (pour *Viva for Life* ou pour une autre opération). Ces opérations n'amélioreront pas vraiment les conditions d'existence des familles des enfants pauvres. L'opération a récolté 5.658.352 euros ... pour plus ou moins 90.000 enfants vivant dans des familles pauvres, soit 63 euros par enfant. Ces sommes sont dérisoires. Et, de toute manière, cet argent est versé aux associations, ce qui leur permet au mieux de continuer leurs activités comme d'habitude et, parfois, de lancer un micro projet. Mais ce ne sont en aucun cas des fonds structurels suffisants pour ces associations.

Merci quand même à Sara, Ophélie et Adrien de veiller à ce que la radio de service public informe correctement ses auditeur.rice.s sur l'intérêt d'une Sécurité sociale efficace pour lutter contre la pauvreté des familles des enfants pauvres. ●

Le capitalisme quelle(s) voie(s), quel avenir ?

Suite à la venue du Musée du Capitalisme à Verviers, le CIEP Verviers et ses partenaires organisent de février à juin 2020 un premier cycle de réflexion sur notre système économique et social. L'objectif de ce cycle est d'interroger notre société et son fonctionnement afin d'approfondir cette thématique dans une démarche d'Éducation permanente. En effet, le citoyen.ne peut se sentir perdu face à un tel système qui marque indubitablement notre vie quotidienne. Ouvert à tou.te.s, ce cycle regroupe de

nombreuses activités en lien avec le capitalisme, son histoire et ses enjeux actuels. Au programme : conférences historiques, cinés-débats, atelier et conférences-gesticulées. ●

Programme : <https://mocliege.be/ciep-verviers/wp-content/uploads/sites/6/2020/02/Brochure-post-Mus%C3%A9-du-Capitalisme.pdf>
Infos : CIEP-Liège/Verviers Benoit Leysten
 Tél. : 0484/30 99 12
 Mail : leysten@mocliege.org

Le capitalisme, et après ?

Le CIEP-MOC Luxembourg relance le deuxième volet d'activités et de débats autour de l'après-capitalisme.

Voici le programme d'avril à mai :

- Révolution kurde : une expérience démocratique et féministe inédite

Intervenant : Chris Den Honde, militant, journaliste vidéo indépendant.

Date : Mardi 21 avril de 19h30 à 21h30
Lieu : CSC, 1, rue Pietro Ferrero à Arlon
 Entrée gratuite - Accessible à tous.tes
Infos : Camille Hubert Tél. : 063/21 87 33
 Mail : c.hubert@mocluxembourg.be

- Ciné-débat : L'Olivier (I. Bollaïn, 2016)

Débat : L'engagement féminin, la transmission par les mots, la présence, l'histoire
 Intervenant : Marie-Bernadette Mars, écrivaine

Date : Mardi 21 avril de 19h30 à 22h30
Lieu : Maison du Tourisme, Place du Marché, 15 à Saint-Hubert
 Entrée gratuite - Accessible à tous.tes
Infos : Marie-Christine Dewez
 Tél. : 063/21 87 28
 Mail : mc.dewez@mocluxembourg.be

- Ciné-débat : Budgets participatifs : une douce révolution ? (P. Stoeber et G. Allegretti, 2015.)

Débat : La mise en œuvre de budgets participatifs en Belgique
 Intervenant.e : Un.e animateur.trice de l'asbl Periferia

Date : Jeudi 23 avril de 19h30 à 22h00
Lieu : Centre Culturel d'Aubange, rue du Centre, 17 à Athus
 Entrée gratuite - Accessible à tous.tes
Infos : Philippe Jungers
 Tél. : 063/21 87 33
 Mail : p.jungers@mocluxembourg.be

- Conférence « L'élection est-elle démocratique ? »

Intervenant : Hugues Dusausoit, philosophe

Date : Mardi 12 mai de 19h30 à 21h30
Lieu : CSC, 1, rue Pietro Ferrero à Arlon
 Entrée gratuite - Accessible à tous.tes
Infos : Camille Hubert Tél. : 063/21 87 33
 Mail : c.hubert@mocluxembourg.be

- Visites « Partons à la découverte d'expériences collectives »

Date : Samedi 16 mai de 10h00 à 16h30
 Inscription obligatoire ; nombre limité à 20 personnes

Apéroroulotte à Perwez

Organisés par La Ligue des Droits Humains (LDH), le CIEP-BW, le Centre culturel de Perwez Le Foyer et le Grimoire d'Éole, les apéro-débats sont des rencontres citoyennes autour d'un verre dans la roulotte l'Audacieuse à Perwez, à 20h. Au programme cette année des apéroroulottes sur les droits humains et les luttes sociales :

- *Migration et liberté de circulation. Les voies sûres et légales*

Intervenante : Claire-Marie Lievens, juriste à la LDH

Date : mardi 21 avril à 20h

- *Prison : le travail à la peine*

Intervenant : Damien Scalia, Professeur à l'Université libre de Bruxelles et président de la Commission prison de la LDH.

Date: mardi 19 mai à 20h

Un seul lieu : Roulotte l'Audacieuse (rue de Brabant à Perwez, près de l'école située au n°45).

Info : CIEP BW Isabelle Somville
 Mail : isabelle.somville@ciepbw.be
 Tél. : 067/21 89 91

Gratuit (Co-voiturage possible et possibilité de repas de midi à 15 euros)
 Infos : Thérèse Willot Tél.: 063/21 87 38
 Mail.: t.willot@mocluxembourg.be

- Table-ronde « Quel projet politique pour l'après-capitalisme ? »

Lors de cette soirée, des représentant.e.s du CdH, Défi, Ecolo, MR, PS et PTB seront invité.e.s à réfléchir au système économique et culturel actuel.

Date : Jeudi 14 mai de 19h30 à 21h30
 Lieu : à déterminer à Arlon
 Entrée gratuite - Accessible à tous.tes
Infos : Jean-Nicolas Burnotte
 Tél. : 063/21 87 26
 Mail : jn.burnotte@mocluxembourg.be

Libérer les femmes, changer le monde : le Féminisme des années '70 en Belgique

Àu début des années 1970, les féministes sont dans la rue. Donnant un nouveau souffle à d'anciennes revendications, elles exigent pour les femmes l'égalité dans la famille, à l'école, au travail et dans la loi. Elles portent aussi un nouveau regard sur le corps, dénoncent les préjugés et les violences sexistes et réclament une sexualité épanouie et le droit de maîtriser leur fécondité. Leur militance est jeune et dynamique : elles écrivent, s'assemblent, manifestent et organisent des actions joyeuses et tapageuses dans l'espoir d'une société solidaire, égalitaire et épanouissante pour tous et toutes. À travers les combats des féministes des années 1970, l'exposition « *Libérer les femmes, changer le monde* » organisée par les historiennes du Carhif-AVG nous plonge dans un passé pas si lointain où les femmes n'avaient pas les mêmes droits que les hommes. Grâce

à plus de 200 documents suggestifs, elle nous invite à réfléchir aux fondements d'une société égalitaire mais aussi aux obstacles à l'égalisation des droits. Car malgré d'indéniables progrès, de nombreuses revendications des années 1970 sont encore aujourd'hui d'une brûlante actualité. Cette exposition bilingue est actuellement visible gratuitement au Musée BELvue à Bruxelles. Après sa présentation au BELvue, elle deviendra itinérante. Tout personne intéressée par sa location peut prendre contact avec le Carhif via : avg.carhif@amazon.be. ●

Date : jusqu'au 24 mai 2020
Du mardi au vendredi de 9h30 à 17h00 et du samedi au dimanche de 10h00 à 18h00
Lieu : Musée BELvue (Place des Palais 7 à 1000 Bruxelles)
Entrée gratuite

STOP aux violences sexuelles

Selon un sondage d'Amnesty et SOS Viol, une personne sur deux a déjà subi, en Belgique, au moins une forme de violence sexuelle. Les femmes et les jeunes en sont les premières victimes : 20% des femmes et 24% des jeunes témoignent avoir déjà été violé.e.s.

En parallèle, les stéréotypes et préjugés sexistes banalisant et excusant le viol perdurent et sont choquants : 48% des hommes estiment ainsi qu'une victime peut être en partie responsable de son agression (vêtement "sexy", comportement "provocant", etc.). Un quart des jeunes garçons pensent que la violence est sexuellement excitante pour les femmes. Ces chiffres sont extrêmement alarmants, d'autant plus lorsque l'on sait qu'une affaire de viol sur deux est aujourd'hui classée sans suite. Dans la grande majorité des cas, les violences sexuelles restent aujourd'hui impunies.

La Belgique doit faire beaucoup plus pour protéger les femmes contre les violences sexuelles. Choqué.e, interloqué.e, signez la pétition « *La Belgique doit agir contre le viol* ». ●

En savoir plus : www.amnesty.be/veux-agir/agir-ligne/petitions/belgique-agir-viol



Reportage &

ICI si j'y suis

Le CIRÉ lance sa nouvelle campagne *ICI si j'y suis*, dont le fil rouge est « *l'important ce n'est pas que nous soyons tous et toutes d'ici, mais que nous soyons tous et toutes ICI* ». L'extrême droite gagne du terrain. Les idées et les discours racistes s'expriment de plus en plus ouvertement, sans réelle crainte. En septembre 2019, la proposition d'un nouvel intitulé du poste de Commissaire européen chargé des migrations et de la sécurité (!), "Protection du mode de vie européen" renforçait la volonté du CIRÉ de mener une campagne d'action et de sensibilisation pour contrer et changer l'image négative des migrant.e.s – voire des étranger.ère.s en général –, qui est véhiculée par certains politiques et médias, et de contribuer à la reconnaissance de la multiplicité de notre société.

L'idée est de donner un point de vue plus humain et plus positif en « *démassifiant les migrants* » et en racontant l'histoire de personnes singulières : de parler de tout ce que ces personnes sont, en plus du fait d'être migrantes, de leur métier, de leurs intérêts, passions, activités... pour montrer des points communs qui peuvent nous lier.

La campagne se déclinera sur un an et demi avec une dizaine de portraits de femmes et d'hommes migrant.e.s, à travers notamment les réseaux sociaux. ●

Pour en savoir plus : www.cire.be/ici-si-jy-suis/



Reportage &



Reportage &

2018 Dates à épingler

POUR EN FINIR AVEC LA PAUVRETÉ !

Allocation ou salaire universel, salaire à vie, gratuité construite, ...

« À quelles conditions ces propositions peuvent-elles être une alternative à la répartition inégale des revenus et du travail, à la disqualification d'une partie importante de la population ? Quel chemin choisir pour éliminer la pauvreté qui se développe dans l'abondance ? Quel avenir s'en dégage pour nos enfants, nos petits-enfants ? » Paul Aries, politologue et auteur de *Gratuité versus capitalisme*. Des propositions concrètes pour une nouvelle économie du bonheur, répondra à ces questions lors du WE du CEFOC.

Infos pratiques

Lieu : La Marlagne à Wépion (Namur)

Dates : 4 et 5 avril 2020

Informations et inscription : CEFOC secrétariat
Tél. : 081/23 15 22 Mail : info@cefoc.be

OBSCURITÉS ET LUMIÈRES : EXTRÊME DROITE, DÉMOCRATIE, MOUVEMENT SOCIAL

98^e semaine sociale du MOC

Dates : 16 et 17 avril 2020

Lieu : CEME Charleroi Espace Meeting Européen
Rue des Français 147 à 6020 Charleroi

Infos et inscription : Secrétariat

Mail : lysane.mettens@ciep.be

Tél. : 02/246 38 43

Programme : www.moc.be

MANIFESTATION NATIONALE POUR LA RÉGULARISATION DES SANS-PAPIERS

Date : 19 avril 2020

Lieu : Bruxelles

Infos à venir : www.fb.me/mocbxi

LE MILIEU NUMÉRIQUE EST-IL DÉMOCRATIQUE ?

L'objectif de cette 5^e saison des conférences « *Pour un numérique humain et critique* » organisée par un collectif d'associations d'Éducation permanente et des centres culturels, dont la Fondation Travail-Université, est de documenter et nourrir les échanges sur l'impact du numérique dans la société et sur tout ce qui fait « culture », notamment l'important déficit démocratique.

– *Le numérique, héritier des vieux savants ?*

Intervenante : Clarisse Herrenschiidt

Date : 28 avril 2020 à 10h30

– *Les « fake news » menacent-elles le débat public ?*

Intervenant : Romain Badouart

Date : 19 mai 2020 à 10h30

Un seul lieu : PointCulture

(Rue Royale 145, 1000 Bruxelles)

Programme : www.pointculture.be

Entrée: 5 euros

– *Littérature et numérique : quatre installations pour raconter le monde autrement*

Exposition du 20 avril au 8 mai 2020

Lieu : Maison du Livre à Saint-Gilles

(Rue de Rome à 1060 Bruxelles)

Infos: www.lamaisondulivre.be

« Y A PLUS DE JUSTICE ?! »

Rencontre avec Thierry Marchandise, ancien procureur du Roi

Date: Samedi 25 avril 2020 de 14 h 00 à 17 h 30

Lieu: Centre culturel, 1A, rue de France, 5600

Philippeville

Réservation souhaitée – PAF : 5 euros

Infos : CEFOC Marie-Paule Roberfroid

Tél.: 0476/33 91 32

JOURNÉE INTERNATIONALE DU TRAVAIL DOMESTIQUE

Date : 16 juin 2020

Infos à venir : www.fb.me/mocbxi

L'HUMAIN ET LA PLANÈTE. VERS DES RELATIONS PLUS JUSTES ?

Aujourd'hui, les prévisions scientifiques concernant l'environnement sont alarmistes : l'habitabilité de la planète est menacée. Des millions d'espèces animales sont en voie d'extinction. Notre monde vivant est en train de s'éteindre. Et le principal responsable, c'est l'humain ! Certain.e.s parlent d'effondrement et ont cessé de croire qu'il serait encore possible de faire machine arrière. Le CEFOC propose un week-end de prise de recul pour travailler les questions suivantes : comment l'humain en est-il arrivé à épuiser la terre qui le porte ? A-t-il toujours eu, avec elle, une telle attitude de prédateur ? Et ailleurs sur la planète, quels autres types de liens existent ? Les défis climatiques ne nous amènent-ils pas à penser autrement la relation humain/nature ? Les convictions, dans leur diversité, peuvent-elles déplacer notre regard et nous interpeller dans le sens d'une transition écologique juste et bénéfique pour tous.tes ?

Infos pratiques

Dates : 20 et 21 juin 2020

Lieu : La Marlagne à Wépion (Namur)

Infos et inscription : CEFOC asbl

Rue Saint-Nicolas 84 à 5000 Namur

Tél. : 081/23 15 22 Mail : info@cefoc.be

www.cefoc.be

Centres régionaux



BRABANT WALLON

boulevard Fleur de Lys, 25 - 1400
Nivelles • 067.21.89.91

BRUXELLES

rue Pléтинckx, 19 - 1000
Bruxelles • 02.557.88.35

CHARLEROI - THUIN

boulevard Tirou, 167 - 6000
Charleroi • 071.31.22.56

DINANT - PHILIPPEVILLE

rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590
Ciney • 083.21.24.51

HAINAUT CENTRE

La Louvière:

rue du Marché, 6 - 7100
La Louvière • 064.23.80.20

Mons:

rue Marguerite Bervoets, 10 - 7000
Mons 065.35.39.63

HAINAUT OCCIDENTAL

Tournai:

av. des États-Unis, 10 Bte 8 - 7500
Tournai • 069.88.07.64

Ath:

rue de Gand, 28 - 7800
Ath • 068/84.34.31

Mouscron:

rue St-Pierre, 52 - 7700
Mouscron • 056.33.48.68

LIÈGE-HUY-WAREMME

Liège:

rue St-Gilles, 29 - 4000
Liège • 04.232.61.61

Huy:

av. Albert 1^{er}, 6 - 4500
Huy 085.21.11.33

LUXEMBOURG

rue des Déportés, 39 - 6700
Arlon • 063.21.87.33

NAMUR

Centre L'Illon - rue des Tanneries, 1 5000
Namur • 081.22.68.71

VERVIERS

rue du Centre, 81 - 4800
Verviers • 087.33.77.07

CANTONS DE L'EST

VHS - Rotenbergplatz, 19 - 4700
Eupen • 087.59.46.30



Présente partout, la beauté de la montagne en a séduit plus d'un.e : « *ce n'est pas elle qui manque à nos yeux, ce sont nos yeux qui manquent à l'apercevoir* ». Devant ces hauts sommets, nous nous sentons bien souvent petit.e.s, extrêmement fragiles.

Majestueuse, désertique, blanche et glacée ou verdoyante et fleurie, lumineuse sous le soleil ou couronnée d'épais nuages, source d'inspiration de bien d'auteur.e.s et de défis pour sportif.ve.s, la montagne nous envoute toujours : (re) découvrez-en les multiples facettes dans ce reportage photo...

Et comme le dit l'alpiniste Nicolas Helmbacher, « *La montagne nous offre le décor ... À nous d'inventer l'histoire qui va avec !* ». Bonne lecture !